

Italie : el pueblo unido...

jeudi 10 novembre 2011, par [PREZIOSO Stéfanie](#) (Date de rédaction antérieure : 23 juin 2011).

Les 12 et 13 juin dernier les Italien·ne·s étaient appelés aux urnes pour se prononcer par référendum abrogatif sur trois questions : le nucléaire, la privatisation de l'eau et l'« empêchement légitime » (permettant aux ministres de ne pas comparaître devant la justice). Depuis 16 ans, aucun référendum n'avait passé la barre fatidique du quorum (50 % + 1 voix ; celle des Italien·ne·s de l'étranger comprise). Les résultats (plus de 57 % de participation et plus de 90 % de OUI aux quatre questions posées) ont dépassé toutes les espérances.

De la société civile italienne s'est levée la voix de celles et ceux qui, depuis des mois, occupent régulièrement les places et les rues (cf. solidaritéS n° 186). Aux élections municipales de fin mai dernier, ils-elles avaient déjà obtenu une première victoire : Milan, bastion historique de Berlusconi passait aux mains du Parti démocrate. Et le Manifesto titrait, sans doute avec une emphase un peu excessive : « Una mattina mi son svegliato » [premières paroles de la fameuse chanson Bella ciao]. La rue bougeait et avec elle les lignes de force et les horizons d'attente.

Mais on ne peut pas réduire ce vote à la seule lutte contre le gouvernement Berlusconi. Il s'agissait aussi d'envoyer un signal clair à la « classe politique » italienne dans son ensemble : de l'Italie de Berlusconi, on n'en veut plus ; la solution viendra de la rue.

Du bien commun

Les Italien·ne·s étaient appelés à se prononcer sur les plans du gouvernement Berlusconi de construire des centrales nucléaires à partir de 2014. Vingt-quatre ans après le premier vote sur l'atome, ils-elles n'avaient aucune raison de changer d'avis et pour cause. Fukushima d'abord, et l'annonce par l'Allemagne de sa sortie du nucléaire pour 2022 ne pouvaient que renforcer leur détermination. Le retour à l'atome a ainsi été balayé par plus de 94 % des votant·e·s. Les deux votes contre la privatisation de l'eau et contre les profits des entreprises sur l'eau ont réuni plus de 30 millions d'électeurs·trices. Sauver le bien commun en refusant de la brader aux privés, tel a été le réflexe d'une société civile qui se soulève tant contre les politiques de Berlusconi que contre celles des gouvernements de centre-gauche. Un signe clair de la volonté de se réapproprier l'espace public (plus de 95 % de oui aux deux questions posées). Enfin le dernier vote (celui qui visait le plus directement le système Berlusconi) permettait de réaffirmer un principe démocratique fondamental : l'égalité de toutes et tous face à la loi ; un principe largement oublié au cours de ces vingt dernières années.

Une victoire par en bas

Une chose est sûre : rien en Italie ne sera plus comme avant ce 13 juin 2011. La société s'est soulevée et a réussi à imposer sa voix. Elle a pu lutter contre un système d'information inféodé au pouvoir grâce aux nouvelles technologies de la communication (Internet, arme privilégiée de rassemblement de la jeunesse, s'est imposé face à la télévision désormais obsolète de Sua Emittenza). Elle a pu combattre la mollesse, voire l'hostilité larvée, des partis de centre-gauche grâce à une mobilisation horizontale sans précédent dans les rues, les quartiers, les collectivités, les associations, les villages... La campagne politique pour le référendum a voulu être un modèle de bataille anti-institutionnelle. Elle a imposé une victoire par en bas et une autre manière d'envisager

la politique.

« *El pueblo unido jamas sera vencido* », scandaient, après le résultat du vote, toutes celles et ceux qui s'étaient battu jusqu'au bout pour faire entendre leurs voix. Les 4 oui obtenus à plus de 90 % des électeurs·trices l'ont clairement confirmé. L'Italie en avait bien besoin. Ce n'est qu'un début...

Stéfanie Prezioso

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidarités » n°190 (23/06/2011), p. 7.